

Communiqué des Alternatifs 18 janvier

ACCORD DE « WAGRAM» PREMIER DEGAT

L'annonce par la direction de Renault de 7500 suppressions d'emplois, sans licenciements mais contre l'acceptation de l'abandon des 35 heures est une première mise en oeuvre de l'accord de « sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels » signé par le patronat, la CFDT, la CGC et la CFTC .

En effet cet accord va généraliser et ériger un système de chantage à l'emploi hier limité à quelques entreprises..

Ainsi chez Renault, tous les sites sont concernés.

Malgré des capacités d'intervention plus grandes que chez PSA (l'Etat est actionnaire à 15% de Renault) le gouvernement ne dit mot et consent.

De plus il veut imposer aux parlementaires PS de voter les yeux fermés l'accord MEDEF-CFDT .

Quitte à donner un os à ronger : les député-e-s et sénateur-trices auront toute liberté pour amender le texte à venir sur les reprises d'entreprises.

Domage que l'os manque de moelle ! La contestation des licenciements est en effet très difficile du fait des délais réduits pour pouvoir agir, de l'absolution des vices de forme.....

L'annonce des suppressions de postes chez Renault et la validation de l'accord de régression sociale marquent un pas supplémentaire dans la politique d'austérité du gouvernement. Mais ce pas est un pas de géant.

Même si ils délèguent au patronat le sale boulot, Hollande et Ayrault enboîtent le pas à Rjoy, Papandréou, Socrates dans la baisse des salaires et l'abandon de droits obtenus par la mobilisation des salarié-e-s.

Les Alternatifs participeront à toutes les actions et mobilisations contre cette politique, meetings, soutien aux mobilisations sociales, contestation de la dette, soutien aux propositions de lois alternatives.